



Université numérique
CHEIKH HAMIDOU KANE

PIGE PRESSE

Du 18 au 24 avril 2026

Direction de la Communication et du Marketing (DCM)



Foo nekk foofu la



2026

 www.unchk.sn

Plan

1. Actualité nationale
2. Actualité internationale
3. Actualité syndicale
4. Vie étudiante
5. Actualité UN-CHK
6. Ils ont parlé de nous
7. Agenda
8. Opportunités



ACTUALITÉ NATIONALE



Education : la tenue du Symposium national sur l'enseignement privé au Sénégal reportée



L'organisation du Symposium national sur l'enseignement privé au Sénégal, initialement prévu les 20 et 21 avril 2026, est reportée à une date ultérieure pour des contraintes de dernière minute. L'annonce a été faite samedi par le ministère de l'Éducation nationale à travers un communiqué de presse.



Le Soleil
18 avril 2026

[Lire la suite](#)

Foo nekk foofu la



Une éducation transformative et inclusive au cœur d'un colloque international



La faculté des sciences et technologies de l'éducation et de la formation (Fastef) a abrité depuis hier jeudi un colloque international sur le thème : « Contraintes socio-économiques, innovations pédagogiques et métamorphoses des espaces de formation : vers une éducation transformative et inclusive ». Ce colloque est organisé par le département de psychopédagogie de la Fastef.



Le Soleil
18 avril 2026

[Lire la suite](#)

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

EDUCATION TRANSFORMATIVE ET INCLUSIVE

Des enseignants-chercheurs se penchent sur des innovations pédagogiques

À la Faculté des sciences et technologies de l'Éducation et de la formation (Fastef) de l'Université Cheikh Anta Diop (Ucad), un colloque international sur les mutations profondes de l'éducation réunit, depuis avant-hier, enseignants-chercheurs, décideurs et spécialistes de l'éducation. Ce conclave dont le thème, « Contraintes socio-économiques, innovations pédagogiques et métamorphoses des espaces de formation : vers une éducation transformative et inclusive », a pour objectif de proposer des alternatives technologiques et pédagogiques. « Nous sommes dans des sociétés du savoir qui exigent un regard nouveau sur les publics et les demandeurs d'éducation », explique le Pr Emmanuel Faye, enseignant-chercheur en psychopédagogie à la Fastef.

Cette rencontre scientifique se veut un cadre d'échanges qui dépasse les frontières avec la participation de plusieurs universités partenaires notamment celles de

Mayence, Bordeaux et Paris-Créteil. Elle intervient, soutient Pr Faye, dans un contexte marqué par de profondes transformations des sociétés, où l'éducation occupe une place centrale. Selon lui, l'un des axes majeurs des discussions porte sur l'inclusion, notamment la prise en charge des apprenants en situation de handicap, qu'il soit physique, intellectuel ou lié à l'environnement social. « Il s'agit non seulement de repenser les méthodes d'apprentissage, mais aussi de transformer les pratiques professionnelles des enseignants et des concepteurs de programmes. Cette dynamique s'appuie fortement sur les innovations technologiques. L'informatique et l'intelligence artificielle sont perçues comme des outils essentiels pour élargir l'accès à l'éducation et répondre à une demande croissante de formation. Ces technologies ne sont pas des finalités, mais des moyens qui offrent de nombreuses possibilités », fait savoir Pr Emmanuel Faye.

Selon lui, cette transformation est déjà perceptible à la Fastef. Il indique que l'établissement accueille environ 2 000 apprenants en présentiel contre plus de 4 500 en formation à distance. Ce modèle, précise-t-il, est rendu possible grâce aux dispositifs numériques. « Cette massification de l'offre éducative illustre l'apport déterminant des technologies dans la démocratisation de l'enseignement », conclut-il.

Directeur des études et de la coopération à la direction générale de l'Enseignement supérieur (Dges), Pr El Hadji Oumar Thiam, indique que les recommandations issues de ce colloque pourront aider les autorités dans les prises de décisions, notamment la transformation de l'enseignement au Sénégal. « Le ministère de tutelle se les appropriera pour voir dans quelles mesures, on pourra les mettre en œuvre », promet-il.

Salif KA

MATAM - RENFORCEMENT DE L'OFFRE ÉDUCATIVE

Agnam Thiodaye étrenne un bloc pédagogique et un complexe sportif d'une valeur de 185 millions



Agnam Thiodaye, un village dans la commune des Agnam (Département de Matam), a réceptionné hier un bloc pédagogique et un complexe sportif d'une valeur de 185 millions de francs CFA construits dans l'enceinte du Collège d'enseignement moyen de la localité. L'événement a réuni un panel diversifié de participants, comprenant des représentants du gouvernement, tels que l'Adjoint au gouverneur en charge du développement, la Directrice en charge du cabinet du ministre de l'Éducation nationale, ainsi que des autorités administratives et académiques de la région, des éducateurs, des membres de la communauté locale et le président de NBA Afrique, Mr Amadou Galo Fall.

Après plusieurs réalisations d'infrastructures au niveau du préscolaire et de l'élémentaire, Mamoudou Demba Sall, un fils du village établi aux États-Unis, en collaboration avec des partenaires basés à l'étranger, a jeté son dévolu sur l'enseignement moyen en construisant un bloc pédagogique et un complexe sportif. Il s'agit d'un bâtiment à étage composé de six classes, d'un terrain de basket, et d'un mini terrain de football avec du gazon synthétique. Lors de la cérémonie d'inauguration marquée par plusieurs festivités, l'Adjoint au gouverneur a magnifié l'engagement collectif de la communauté envers l'éducation, levier de transformation sociale, de promotion de l'équité et de construction d'un avenir durable, relevant ainsi l'importance des infrastructures dont la construction répond à une exigence impérieuse et offre aux enfants de bonnes conditions d'apprentissage. Pour l'autant, chaque nouvelle classe construite représente un acquis pour la région de Matam confrontée à des défis structurels en matière d'accès à l'éducation.

La représentante du ministre de l'Éducation nationale a magnifié l'esprit du mécène qui met en lumière l'engagement exemplaire d'un fils du terroir entièrement dévoué à l'éducation et au développement de sa région en proposant des solutions concrètes, adaptées et inclusives. De son côté, Mamoudou Demba Sall a affirmé que le développement d'un pays ou d'une communauté repose avant tout sur l'éducation, qu'il considère comme l'arme la plus puissante. Il a également insisté sur le fait que l'attachement à une communauté doit se manifester par des actions utiles, des réalisations concrètes et un héritage pérenne. Selon lui, construire une école revient à investir dans un avenir commun, en posant une pierre qui bénéficiera à tous.

FAPEMOCTAR NDIAYE

■ COMMUNE DE MBAO

La politique nationale de l'emploi expliquée aux jeunes

Le ministre de l'Emploi, de la Formation professionnelle et technique, Amadou Moustapha Njekk Sarré, a animé, samedi 18 avril, dans le cadre du Festival Banlieue Wake Up, à Mbaou, une conférence publique sur le thème : Entrepreneurat et formation professionnelle. Il a saisi l'occasion pour expliquer aux jeunes les principaux axes de la nouvelle politique nationale de l'emploi, articulée, a-t-il dit, autour de la formation et du financement.

« Face à un taux de chômage estimé à 23 %, les autorités entendent miser sur une meilleure adéquation formation-emploi, le développement de l'entrepreneuriat et la mise en place de mécanismes innovants de financement », a déclaré samedi 18 avril, à Mbaou, le ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle. Amadou Moustapha Njekk Sarré animait avec l'administratrice générale du Fongip, Ndèye Fatou Mbodj, une conférence publique sur l'entrepreneuriat et la formation professionnelle. L'initiative s'inscrit dans le cadre des activités de la 11e édition du Festival Banlieue Wake Up, tenues cette année à Mbaou. Le ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle a saisi l'occasion pour expliquer aux jeunes la nouvelle politique nationale de l'emploi qui, a-t-il souligné, est articulée autour du renforcement des compétences, le financement et l'entrepreneuriat. Il a rappelé l'ampleur du défi, soulignant que « le taux de chômage au Sénégal tourne autour de 23 %, ce qui signifie que sur 100 travailleurs potentiels, 23 n'ont pas d'emploi ». Un niveau qu'il juge préoccupant et révélateur des dysfonctionnements structurels notés en matière d'employabilité. Le ministre a mis en avant un facteur déterminant : « Le manque de formation des jeunes », rappelant que « pour

avoir un travail, il faut nécessairement avoir un métier ». À cela s'ajoute une inadéquation persistante entre l'offre et la demande. « Les entreprises ne trouvant généralement pas les profils qu'elles recherchent sur le marché du travail », a dit M. Sarré. Pour corriger ce déséquilibre, le ministre a souligné la nécessité d'adapter la formation aux besoins réels de l'économie. « On ne doit pas simplement former les jeunes et les laisser sur le marché du travail », a-t-il indiqué, insistant sur la nécessité « d'identifier en premier les besoins de l'économie ».

Tenir compte des besoins du marché

« Dans cette optique, l'État a engagé, à travers l'Onfp et le 3Fpt, un travail de cartographie des métiers afin d'élaborer des curricula en adéquation avec les exigences du marché », a affirmé M. Sarré. Selon lui, « l'objectif est de faire en sorte que tout ce qui est enseigné corresponde aux attentes des entreprises ». Il en a profité pour revenir sur les innovations majeures, notamment la mise en place du « Chèque emploi formation ». Ce mécanisme, a-t-il dit, vise à lever les contraintes liées au coût de la formation en entreprise. « L'État interviendra en remettant un chèque qui servira à financer la formation directement



Amadou Moustapha Njekk Sarré (1er à partir de la droite) lors du lancement du Festival banlieue wake up.

au sein de l'entreprise », a expliqué le ministre. Il a tenu à souligner « l'importance de la formation duale, qui combine apprentissage théorique et immersion en entreprise ». Une approche qui, selon lui, « commence à produire des résultats probants », en permettant un meilleur ancrage des compétences pratiques. « L'objectif affiché est clair : orienter un plus grand nombre de jeunes vers la formation professionnelle, encore insuffisamment valorisée, afin de renforcer leur employabilité », a déclaré Amadou Moustapha Njekk Sarré.

De son côté, l'administratrice générale du Fongip, Ndèye Fatou Mbodj, a centré son intervention sur les conditions de réussite de

cette nouvelle politique, en mettant en avant l'importance de l'accès au financement. Elle a rappelé que « l'accès au crédit est un élément essentiel pour assurer la solidité d'une entreprise », conditionnant sa capacité à investir et à se développer. Elle a souligné que les mécanismes de garantie mis en place par le Fongip permettent de faciliter l'accès des entrepreneurs aux ressources financières, en réduisant les risques pour les institutions bancaires. Au-delà du financement, elle a insisté sur la

nécessité d'une transformation structurelle de l'économie, fondée sur l'industrialisation. Selon elle, « c'est l'industrie qui confère sa puissance à une nation », d'où l'urgence de développer des zones industrielles et de promouvoir la transformation locale des produits. À ce sujet, Mme Mbodj a insisté sur la complémentarité entre l'action publique et l'initiative privée, « condition indispensable pour relever durablement le défi de l'emploi ».

Daouda DIOUF

Éducation : le Sénégal lance une bibliothèque numérique nationale



Depuis la période de la covid-19, les plateformes d'apprentissage en ligne ont connu une croissance fulgurante. Au Sénégal, les autorités ont décidé de s'appuyer sur ces outils pour renforcer le système éducatif.

Le Sénégal a annoncé lundi 20 avril le lancement d'une bibliothèque numérique nationale dédiée aux élèves.



agenceecofin
21 avril 2026

[Lire la suite](#)

Foo nekk foofu la



Dudal, une solution innovante pour connecter le savoir islamique à la technologie numérique



Un étudiant sénégalais issu de l'enseignement arabo-musulman traditionnel a développé une application mobile dénommée Dudal, une bibliothèque digitale destinée à préserver et à promouvoir la production intellectuelle islamique du Sénégal et de l'Afrique de l'Ouest, un corpus de connaissance disponible en arabe et en langues locales.

Cette application mobile se veut une réponse à un besoin de conservation et de diffusion de ce patrimoine à l'ère du numérique.



[Lire la suite](#)



Université numérique
CHEIKH HAMIDOU KANE

APS

21 avril 2026

Foo nekk foofu la



Académie virtuelle du CAMES: Développer l'enseignement supérieur numérique en Afrique



L'enseignement supérieur africain œuvre à bâtir un édifice académique numérique commun et ambitieux. Le Conseil des ministres du Conseil africain et malgache pour l'Enseignement supérieur (CAMES) abrite du 20 au 23 avril 2026 un atelier fondateur de l'Académie virtuelle du CAMES (AVI-CAMES) à Conakry (Guinée).



Digital business
Africa
21 avril 2026

[Lire la suite](#)

Foo nekk foofu la



RESPECT DU QUANTUM HORAIRE L'école à l'heure des ajustements



La fin de la grève des syndicats du G7, suite aux accords signés avec le gouvernement le 16 avril dernier, marque la fin d'une longue perturbation du calendrier scolaire. Si les élèves ont retrouvé le chemin des classes, la question du rattrapage du temps perdu s'impose pour certains comme un défi majeur.

Sur les allées Cheikh Sidaty Aïdara, le mouvement des élèves redonne vie aux abords des établissements.



lesoleil.sn
21 avril 2026

[Lire la suite](#)

Foo nekk foofu la



Ministre Moustapha Guirassy : « La question des décisionnaires est une grande injustice qu'on a réglée »



Les enseignants décisionnaires vivaient une injustice que l'Etat vient de corriger. C'est ce qu'a soutenu le ministre de l'Education nationale, Moustapha Guirassy, mardi, lors de la conférence de presse du gouvernement.

Au Sénégal, les enseignants décisionnaires étaient victimes d'injustice. « La question des décisionnaires est une grande injustice qu'on a réglée. Pour les lenteurs administratives certes, c'est difficile de rester 5 voire 6 ans sans être intégré dans la Fonction publique, alors que la personne a déjà réussi à son examen.

[Lire la suite](#)



lesoleil.sn
21 avril 2026

Foo nekk foofu la



Education : Guirassy lance la Bibliothèque numérique

À la suite de la signature du protocole d'accord entre l'Etat et les syndicats d'enseignants, mettant fin aux perturbations du calendrier scolaire, le ministre de l'Education nationale franchit une étape décisive en mettant à la disposition des élèves une Bibliothèque numérique nationale. Selon un communiqué de presse, ce dispositif regroupant des ressources pédagogiques « fiables, conçues par les enseignants sénégalais et validées par les services compétents », ambitionne de renforcer les apprentissages et d'accompagner « efficacement » la préparation aux examens sur l'ensemble du territoire.

Cette plateforme unifiée, destinée aux élèves du préscolaire au secondaire, dans les établissements publics comme privés, est accessible gratuitement via un téléphone, une tablette ou un ordinateur. Elle couvre les disciplines fondamentales, avec une attention

particulière portée aux classes d'examen de Cm2, de 3^{ème} et de Terminale.

Au-delà de l'innovation technologique, ajoute la même source, le ministère adopte une approche « inclusive en tenant compte des disparités d'accès à Internet ». « Des mesures complémentaires adaptées aux réalités locales sont en cours de déploiement, en collaboration avec les autorités académiques et territoriales », indique le document.

Le ministre de l'Education nationale, Moustapha Mamba Guirassy, appelle à une mobilisation collective. Il invite également les enseignants à intégrer ces outils dans leurs pratiques pédagogiques et encourage les parents à accompagner leurs enfants dans l'utilisation des ressources numériques. A travers cette initiative, le gouvernement réaffirme sa volonté de garantir à chaque élève les conditions nécessaires pour rattraper les heures perdues et aborder les examens avec sérénité. **S. BARRY**

CONFERENCE DE PRESSE DU GOUVERNEMENT-ÉDUCATION

Moustapha Guirassy met en avant les réformes et appelle à un dialogue renforcé

Lors de la conférence de presse du gouvernement tenue hier, mardi 21 avril, le ministre de l'Éducation nationale, Moustapha Guirassy, a défendu le bilan de l'exécutif dans son secteur. Entre correction d'injustices, réforme de la formation des enseignants et volonté de consolider un dialogue social apaisé, il a insisté sur la place déterminante de l'école dans toute transformation durable de la société.

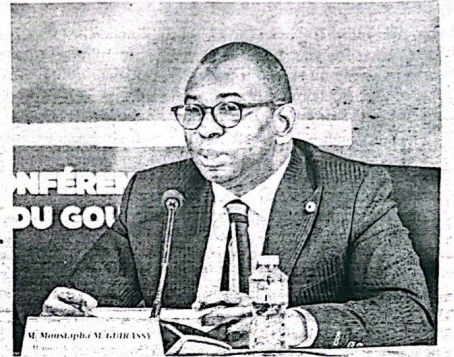
Le ministre de l'Éducation nationale, Moustapha Guirassy, a mis en avant les efforts entrepris pour corriger certaines inégalités au sein du système éducatif. Parmi les avancées notables, il a évoqué la situation des enseignants décisionnaires, longtemps dénoncée, et qui, selon lui, « a trouvé une solution avec ce gouvernement ». « Le gouvernement a corrigé une grande injustice concernant les décisionnaires. Pendant des décennies, c'était une revendication des syndicats, et c'est ce gouvernement qui y a apporté une solution », a-t-il déclaré.

Au cœur des réformes, la for-

mation universelle des enseignants occupe une place centrale. Le ministre a souligné le caractère inédit des mesures adoptées dans ce domaine, affirmant que « l'acte posé n'a jamais été fait » par les précédents gouvernements. Il a également insisté sur l'importance stratégique de l'école, estimant qu'aucune transformation positive de la société ne peut se faire en dehors du système éducatif.

Dans un contexte marqué par des tensions sociales, Moustapha Guirassy a salué le « sens de responsabilité » des partenaires sociaux, notamment des syndicats, engagés à assurer la continuité de l'année scolaire

dans de bonnes conditions. Il a plaidé pour un renforcement du dialogue entre les différentes parties, rappelant que « le gouvernement et les syndicalistes sont des partenaires ». Cette approche « se traduit, selon lui, par la mise en place d'une politique de dialogue permanent avec les organisations syndicales. Le ministre a ainsi appelé à privilégier l'écoute plutôt que le conflit, tout en encourageant les syndicats à veiller au respect du quantum horaire, un élément clé pour garantir la qualité des apprentissages. Sur le plan des conditions de travail et des infrastructures, le ministre de l'Éducation nationale a fait état de progrès significatifs. Entre 2025 et 2026, près de 4 000 à 5 000 salles de classe ont été financées pour remplacer progressivement les abris provisoires. Une



nale a fait état de progrès significatifs. Entre 2025 et 2026, près de 4 000 à 5 000 salles de classe ont été financées pour remplacer progressivement les abris provisoires. Une

dynamique qui, selon lui, pourrait permettre d'atteindre l'objectif de « zéro abri provisoire » à l'horizon 2030, à condition que les efforts se poursuivent. **MARIAME DJIGO**

PROGRAMME IFADEM

2 500 enseignants formés en 9 ans

En neuf ans de mise en œuvre, l'Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres (Ifadem) a renforcé les capacités de 2.500 enseignants. C'est ce qui ressort de l'atelier régional sur la formation continue des enseignants en Afrique francophone, dont l'ouverture des travaux a été présidée, hier, mardi, à Saly, par le ministre de l'Éducation nationale.

MBOUR - Le Sénégal, comme de nombreux pays d'Afrique francophone, bénéficie depuis plus de dix ans d'un programme de formation continue des enseignants dénommé Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres (Ifadem). Mis en œuvre par l'Agence de coopération internationale de la Fédération Wallonie-Bruxelles (Apefe) et l'Organisation internationale de la francophonie (Oif) à travers l'Institut de la francophonie pour l'éducation et la formation (Ifef), celui-ci fait l'objet d'une évaluation à travers un atelier de capitalisation, ouvert mardi, à Saly. Présidée par le ministre de l'Éducation nationale, Moustapha Guirassy, la rencontre de trois jours (21-23 avril) réunit plusieurs délégations venues des pays d'Afrique francophone et des partenaires techniques et financiers.

Il s'agit d'échanger sur les acquis et défis à relever pour améliorer les compétences pédagogiques. Selon le ministre de l'Éducation nationale, ce programme a permis de

travers des dispositifs de formation continue, combinant des modules en présentiel et à distance. L'initiative, a-t-il indiqué, «s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de développement Sénégal Vision 2050, qui place le capital humain au cœur des politiques publiques», a-t-il souligné. Le ministre a également salué les efforts effectués dans le renforcement des capacités des encadreurs pédagogiques, grâce à l'essor de la formation à distance. L'objectif, à terme, a-t-il soutenu, étant «d'améliorer l'encadrement pédagogique et de promouvoir une éducation

plus équitable et de qualité». Les participants ont salué les avancées enregistrées dans la mise en œuvre de cette initiative, tout en insistant sur l'importance de la capitalisation des acquis. Ils n'ont pas manqué de souligner quelques défis liés au financement des programmes de formation des enseignants ainsi que les limites de l'enseignement à distance. À ce sujet, Moustapha Guirassy a évoqué les efforts en cours pour améliorer l'accès à Internet, particulièrement en milieu rural, grâce à l'implication des partenaires techniques. «Une politique ambitieuse de connectivité



Moustapha Guirassy, ministre de l'Éducation nationale.

est en marche. Des avancées significatives ont été réalisées, notamment avec l'installation d'antennes dans des zones éloignées de Dakar», a-t-il indiqué.

Ibrahima MBAÏE
(Correspondant)

ÉCOLE DOCTORALE ETHOS-UCAD

La géographe Pr Diatou Thiaw Niane, nouvelle directrice



Pr Diatou Thiaw Niane et son prédécesseur Pr Mor Ndao lors de la cérémonie de passation de service.

Pr Diatou Thiaw Niane est la nouvelle directrice de l'École doctorale Études sur l'homme et la société (Ed-Ethos-Ucad), renseigne un communiqué de la Direction de la communication de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Ucad). Le Pr Niane remplace à ce poste le Pr Mor Ndao. Enseignante-chercheuse au département de Géographie, Pr Diatou Thiaw Niane a exprimé «sa profonde gratitude envers le Conseil scientifique et pédagogique ainsi que les autorités de

l'université pour la confiance placée en elle». Elle s'est engagée à «poursuivre et à consolider les acquis» de son prédécesseur, tout en inscrivant son mandat dans «une dynamique de développement, de modernisation et de rayonnement de l'Ed-Ethos». L'Ucad a salué «l'engagement indéfectible et le sens du service public» du Pr Mor Ndao. «Son action a permis un renforcement significatif de la qualité de la formation et de la recherche doctorale au sein de l'Ed-Ethos», lit-on dans le communiqué, mentionnant que le Pr Ndao a été «chaleureusement remercié pour

ses contributions précieuses à l'essor de cette école doctorale». Créée en 2008, l'École doctorale Ethos, selon le document, «est au cœur des missions principales assignées à l'université, à savoir l'enseignement, la recherche, la formation et le service à la communauté». «Elle se fonde sur une approche intégrée et pluridisciplinaire au sein de laboratoires et équipes chargés de la mise en œuvre des activités d'enseignement et de recherche», note la source, informant que l'école doctorale compte une trentaine de laboratoires.

Allou KANDE

ENSEIGNEMENT DANS LES LANGUES MATERNELLES

Le Sénégalais Mamadou Amadou Ly sur la liste des 100 personnalités du Time

Après avoir remporté le prestigieux prix Yidan 2025 pour le développement de l'éducation, le Sénégalais Mamadou Amadou Ly figure parmi les 100 personnalités les plus influentes de l'année 2026 dans la catégorie «Pionniers» du magazine britannique Time. Directeur de l'Ong Association in research and education development (Ared), M. Ly s'est illustré pour son engagement en faveur d'un enseignement bilingue intégrant les langues maternelles, dès les premières années d'apprentissage. «Nous savons de manière empirique que les enfants apprennent mieux lorsque leur langue maternelle est intégrée dans leurs premières années d'école, et depuis plus de trois décennies, Mamadou Amadou Ly a travaillé pour s'assurer que c'est exactement cela», témoigne dans le Time la directrice exécutive de l'Unicef, Catherine Russell. Dans une interview avec Sud Quotidien, il invite aussi à intégrer le numérique et l'intelligence artificielle (Ia) pour renforcer l'apprentissage en langues locales. «Nous



travaillons déjà sur des projets pilotes pour utiliser ces technologies au service des langues africaines», confie-t-il à notre confrère. Selon Mme Russell, les efforts pionniers de Mamadou Amadou Ly mettent en lumière une vérité simple mais puissante : «Lorsque l'éducation reflète les langues et les expériences vécues des enfants, elle leur permet d'apprendre et de grandir avec confiance».

Malick CISS

Programme IFADEM : 2 500 enseignants formés en 9 ans



En neuf ans de mise en œuvre, l'Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres (Ifadem) a renforcé les capacités de 2.500 enseignants. C'est ce qui ressort de l'atelier régional sur la formation continue des enseignants en Afrique francophone, dont l'ouverture des travaux a été présidée ce mardi 21 avril 2026 à Saly, par le ministre de l'Éducation nationale.



Lesoleil.sn
22 avril 2026

[Lire la suite](#)

Foo nekk foofu la



Université Cheikh Ahmadoul Khadim (UCAK) de Touba : Les 166 premiers diplômés de licence reçoivent leurs parchemins le 23 avril



L'Université Cheikh Ahmadoul Khadim (UCAK) de Touba franchit un cap historique. Jeudi 23 avril prochain, l'établissement va délivrer ses tout premiers diplômes de licence depuis le démarrage des enseignements en février 2023. L'annonce a été faite par les responsables lors d'une rencontre avec la presse, ce mardi 21 avril 2026.

Au total, 166 étudiants issus de l'UFR des Études islamiques et arabes et de celle des sciences et des métiers de la santé de l'université Cheikh Ahmadoul Khadim (UCAK) vont recevoir leur diplôme de licence jeudi prochain.



Lesoleil.sn
22 avril 2026

[Lire la suite](#)

Foo nekk foofu la



Refondation du système éducatif : le ministre Guirassy liste les acquis



Assises des daaras, suppression de l'Entrée en sixième, introduction du Brevet de fin d'études moyennes (BFEM) arabe, introduction de l'anglais à l'élémentaire et au préscolaire, proposition d'une politique linguistique : ce sont autant d'initiatives prises par l'État, par le biais du ministère de l'Éducation nationale, en deux ans de pouvoir. C'est ce qu'a soutenu, mardi, le ministre de tutelle, Moustapha Guirassy, lors de la conférence de presse du gouvernement.



Lesoleil.sn
22 avril 2026

[Lire la suite](#)

Foo nekk foofu la



Réalisé par Salif KA, Samba BARRY & Mbagnick NGOM

FOCUS

ACCES AUX BIBLIOTHEQUES DE QUARTIER

Un parcours du combattant pour les passionnés de lecture

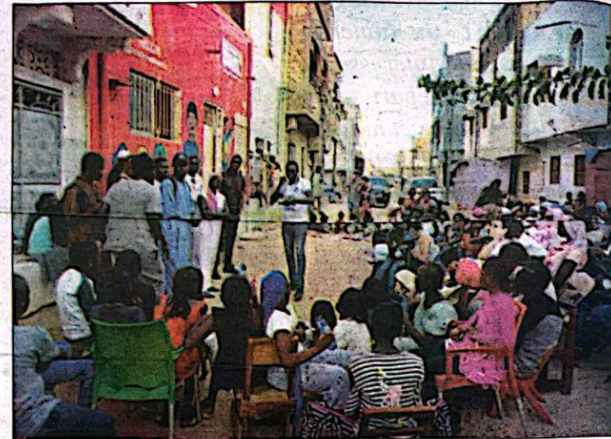
Dans la capitale sénégalaise, les bibliothèques de quartier se font de plus en plus rares. Jadis essentielles à la formation des apprenants, ces espaces dédiés à la lecture ont disparu dans de nombreuses zones. Celles qui subsistent sont confrontées à de réelles difficultés.

ADakar, l'accès aux bibliothèques demeure un défi majeur pour de nombreux citoyens, en particulier dans les quartiers périphériques. Dans plusieurs zones de la capitale, les espaces dédiés à la lecture sont rares, voire inexistants, limitant ainsi les possibilités d'apprentissage en dehors du cadre scolaire. Pour beaucoup, le livre devient un luxe et la lecture, un privilège réservé à une minorité. Des localités comme les Parcelles Assainies, Patte d'Oie ou Grand-Yoff illustrent cette réalité. Dans ces zones, les bibliothèques de quartier ont disparu, contraignant les amoureux du livre à se tourner vers les établissements scolaires. Pourtant, la lecture renforce l'esprit critique et ouvre de nouvelles perspectives. A l'heure où le numérique occupe une place grandissante, l'ab-

sence de bibliothèques limite l'accès à des ressources éducatives fiables et adaptées. Face à ce constat, des initiatives citoyennes tentent de combler ce vide. A Yoff, des jeunes se mobilisent pour maintenir en vie un espace de lecture destiné à la jeunesse. Malgré des difficultés liées au manque de moyens, la bibliothèque Ousmane Sembène continue de résister. Son coordinateur, Habib Gaye, souligne les obstacles rencontrés : « Nous avons failli disparaître car, nous avons été fermés pendant plusieurs mois, faute de local. Nous avons récemment déménagé, ici, mais le cadre n'y était pas. Avec nos propres moyens, nous avons engagé des travaux pour améliorer le cadre ». Malgré tout, l'objectif reste intact. Habib Gaye et ses camarades sont plus que déterminés à faire de cette bibliothèque un lieu de vie, d'échange et de formation. Et pour ne pas disparaître, ils se sont cotisés pour engager une bibliothécaire. « Ce sont les jeunes eux-mêmes, élèves et étudiants, qui gèrent la bibliothèque. Nous ouvrons les mercredis et vendredis après-midi, ainsi que le dimanche matin, avec les moyens du bord, sans soutien public », explique-t-il.

La lecture, un droit pour tous

Pour le jeune Gaye, au-delà de l'accès à la lecture, cette bibliothèque joue un



Les bibliothèques de quartier sont quasi inexistantes de nos jours

rôle social important. Elle permet à certains jeunes, déscolarisés très tôt, de renouer avec l'apprentissage. D'autres y trouvent un cadre propice à la réussite académique ou à l'émergence de projets professionnels. « Je rappelle que c'est la seule bibliothèque qui a été parrainée par Ousmane Sène. Et nous en sommes fiers. Aujourd'hui, certains ont réussi des concours grâce à cette bibliothèque du quartier. D'autres y ont préparé leur master ou leur doctorat, et même créé des entreprises en échangeant entre étudiants », témoigne Habib Gaye.

Pour ces jeunes engagés, investir dans une bibliothèque, c'est investir dans l'avenir. « Les résultats ne sont pas immédiats, mais à long terme, on forme une jeunesse encadrée, loin de la violence et tournée vers le savoir », affirme-t-il. L'ambition de ces initiatives dépasse aujourd'hui les frontières de Yoff. Le défi consiste désormais à étendre ce modèle à d'autres quartiers de Dakar, afin que l'accès à la lecture ne soit plus un privilège, mais un droit pour tous.

■ ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'Université de Touba délivre ses premiers diplômes

Au terme de trois années de formation alliant théorie et pratique, les premières promotions de l'Université Cheikh Ahmadou Khadim (Ucak) de Touba (centre) reçoivent leurs parchemins, aujourd'hui. L'annonce a été faite, hier, par le Professeur Lamine Guèye, recteur de l'institution. Les alumni sont constitués de 166 étudiants dont 135 issus de l'Unité de formation et de recherche (Ufr) des études islamique et arabe et 31 de l'Ufr des Sciences et métiers de la santé.



Pr Lamine Guèye, recteur de l'Ucak.

MBACKE - L'Université Cheikh Ahmadou Khadim (Ucak) de Touba franchit un cap historique. L'établissement délivre, aujourd'hui, jeudi 23 avril, ses tout premiers diplômes de Licence depuis le démarrage des enseignements en février 2023. L'annonce a été faite, hier, par les responsables de l'institution lors d'une rencontre avec la presse. Selon le Pr. Lamine Guèye, recteur de

l'Ucak, le Khalife général des mourides, Serigne Mountakha Mbacké, a choisi comme parrains de ces promotions Cheikh El Hadji Mbacké Bouso et Serigne Cheikh Issa Diène, deux figures de la confrérie mouride. Au total, 166 étudiants sont concernés. Ils sont issus de l'Ufr des Études islamique et arabe et de celle des Sciences et des métiers de la santé à recevoir leur parche-

min. « La première Ufr à ouvrir ses portes est celle des Sciences islamiques et de la littérature arabe, choix qui se justifie par la vocation communautaire de l'université, adossée à la Mouridiyya », a déclaré le Pr Lamine Guèye. Pour cette raison, il a expliqué qu'il était logique de commencer par les enseignements religieux, avec une base solide en langue et littérature arabes, ces deux domaines étant étroitement liés.

Selon le recteur de l'Ucak, les programmes de l'Ufr des Études islamique et arabe ont été élaborés depuis 2020, avant même l'ouverture de l'université, « grâce à l'implication de nombreuses compétences issues de la communauté mouride ». Il a ajouté que « les programmes de la Licence 1 à Licence 3 ont été rigoureusement respectés », avec des évaluations régulières conformes au système Licence-Master-Doctorat (Lmd). Concernant le deuxième groupe d'étudiants, il est issu de l'Ufr des Sciences et métiers de la santé qui compte deux filières. « Celle qui enseigne les sciences infirmières et une autre qui enseigne les sciences obstétricales », a indiqué le recteur, soulignant que « le plateau technique hospitalier de Touba a facilité l'immersion en stage de ces étudiants ».

Sur la question de la reconnaissance des diplômes, le recteur de l'Ucak a rassuré que le critère qualité est essentiel pour qu'une université soit reconnue par l'État. « Dès la conception du projet, l'Ucak a placé la qualité au centre de ses préoccupations. Ce qui a conduit les responsables à entre-

prendre les démarches pour l'habilitation qui a abouti en décembre 2025 », a-t-il rappelé. Il a souligné, dans la foulée, que « les diplômés délivrés aujourd'hui bénéficient d'une reconnaissance tant au niveau national qu'international ».

Birane DIOP (Correspondant)

■ UNIVERSITÉ ALIOUNE DIOP DE BAMBEY Débat autour de l'extension de la personnalité juridique

DIOURBEL - « La personnalité juridique : repenser le droit », tel est le thème du colloque tenu, hier, à l'Université Alioune Diop de Bambey (Uadb). Organisé par l'Unité de formation et de recherche Economie, management et ingénierie juridique (Ufr/ Ecomij), la rencontre a permis de discuter des réformes en cours dans le domaine. Prononçant la leçon inaugurale, le directeur de l'Ufr/Ecomij de l'Uadb, Mballo Thiam, a recommandé l'extension de l'attribution de la personnalité juridique à d'autres acteurs différents des personnes physiques et morales. Le professeur de droit privé fonde son argumentaire sur l'évolution notée, depuis quelques années, avec l'émergence de nouveaux types d'acteurs qui peuvent être pris en considération. « Aujourd'hui, nous avons constaté que la personnalité juridique, qui était l'apanage exclusif des personnes physiques et morales s'étend vers d'autres acteurs », a indiqué le Pr Thiam, soulignant que ceux-ci peuvent être des communautés ou chefferies. « Le

fait de les empêcher d'avoir une personnalité juridique va impacter aussi leur côté passif et leur côté actif, alors qu'ils doivent avoir des droits et supporter des obligations », a-t-il indiqué, ajoutant que « c'est au regard de cette évolution qu'on a pensé étendre la personnalité juridique ». Abondant dans le même sens, Alioune Badara Fall, enseignant à la Faculté de droit de Bordeaux, a invité les juristes sénégalais (étudiants, magistrats, avocats, enseignants-chercheurs, etc.) à réfléchir sur des réformes permettant au Sénégal d'appliquer des textes qui prennent en compte certaines réalités comme « les croyances, les valeurs et coutumes ». Il a rappelé que le droit ne peut être efficace que s'il provient de la société dans laquelle il s'applique. « Si on importe un droit ailleurs, il y a de fortes chances qu'il ne soit pas efficace. Nous pouvons appliquer certes les textes français, mais il y aura toujours des imperfections, parce que nous avons nos spécificités », a fait savoir le Pr Fall.

Oumar Bayo BA (Correspondant)

■ ÉDUCATION DES JEUNES FILLES Les anciennes élèves de Mariama Bâ en synergie avec AfricaWorks

L'Amicale des anciennes élèves de la Maison d'éducation Mariama Bâ de Gorée (Amemba) veut un rapprochement stratégique entre le monde de l'entreprise et la communauté éducative. L'objectif est d'accompagner davantage les jeunes filles dans leurs choix d'études et d'orientation. C'est dans ce sens que s'inscrit la convention qu'elle a signée, le mardi 21 avril 2026, à Dakar, avec AfricaWorks, une structure spécialisée dans le coworking (espace de travail partagé). L'accord s'articule autour de quatre volets clairement définis. La première porte sur la mise à disposition, à titre gracieux, d'espaces de travail au sein d'AfricaWorks pour l'Amemba. « Ces locaux doivent permettre à l'association de structurer ses activités et d'organiser ses rencontres annuelles dans un cadre professionnel », a expliqué le directeur général de la structure, Grégoire Schwebig.

Le deuxième axe concerne l'organisation d'un « forum des métiers pour mobiliser la communauté d'affaires afin d'offrir aux lycéennes un panorama élargi des carrières possibles », a expliqué M. Schwebig. Concernant le troisième volet, il s'agit de développer un programme de stages et d'immersion en milieu réel. La présidente de l'Amemba, Matel Sow, a tenu à souligner la portée de cette entente avec AfricaWorks. Celle-ci permettra de disposer enfin d'un siège et de renforcer les actions en faveur de l'excellence académique et de l'insertion professionnelle des jeunes filles. « Il s'agit d'accompagner les élèves dans leurs choix post-Bac, mais aussi de les initier à l'entrepreneuriat et aux nouveaux métiers, notamment ceux qui sont liés à l'intelligence artificielle », a-t-elle indiqué.

Pathé NIANG

Les jeunes filles invitées à embrasser les filières scientifiques pour mieux adopter le numérique



Le directeur de l'Institut polytechnique de Saint-Louis (IPSL) de l'Université Gaston Berger (UGB), Pr André Faye a invité les jeunes filles à embrasser les filières scientifiques pour s'ouvrir les portes du numérique et de l'Intelligence artificielle notamment.

“Le talent n'a pas de genre et l'avenir numérique appartient à ceux et à celles qui osent l'imaginer”, a déclaré Pr Faye dans son discours prononcé à l'occasion de la célébration de la Journée internationale des filles dans les TIC dont le thème retenu cette année est “L'IA au service du développement : les filles façonnent l'avenir numérique”.



[Lire la suite](#)



APS
23 avril 2026

Foo nekk foofu la



Bientôt des smartphones et des ordinateurs "Made in Sénégal" : Le plan d'attaque du Sénégal Digital Factory



Le Sénégal a franchi une nouvelle étape dans sa stratégie numérique avec l'installation, ce jeudi 23 avril 2026, du comité technique du programme « Sénégal Digital Factory ». Cette instance doit piloter la mise en œuvre de cette initiative phare du « New Deal » technologique, orientée vers la création d'une industrie locale de fabrication d'équipements électroniques.



APS
23 avril 2026

[Lire la suite](#)

Foo nekk foofu la



STEM : les propositions d'une informaticienne pour une meilleure présence des filles



L'ingénieure en informatique et cheffe de la division planification suivi et évaluation à l'Institut de formation à distance de l'UCAD, Marianne Carvalho, préconise une "approche pragmatique" pour favoriser le maintien et la réussite des filles dans les filières scientifiques et technologiques, insistant sur la nécessité de remplacer "les discours abstraits par des expériences concrètes", à travers notamment le renforcement de l'identification à de "modèles féminins crédibles" et une action ciblée à certains moments clés du parcours scolaire.



APS
23 avril 2026

[Lire la suite](#)

Le Cfdpi Gîte-Ecole de Mbour célèbre l'excellence et consolide son partenariat international

Entre remise de diplômes, festivités socio-éducatives et hommage à ses partenaires internationaux, le Centre de formation professionnelle et d'insertion (Cfdpi) Gîte-Ecole de Mbour a marqué les esprits ce week-end. En affichant un taux de réussite de 100%, l'établissement confirme son statut de pilier de l'insertion des jeunes dans la région de Thiès. Une réussite académique exemplaire !

Par Alioune Badara CISS

L'esplanade du Centre de formation professionnelle et d'insertion (Cfdpi) Gîte-Ecole de Mbour a vibré, ce week-end, au rythme de la réussite. L'événement, qui associait le traditionnel Fosco (Foyer socio-éducatif) à la graduation des promotions 2024 et 2025, a réuni un parterre de personnalités pres-

tieuses. Parmi elles, le Gouverneur de la région de Thiès, Saër Ndao, le député Me Abdoulaye Tall, ainsi que des représentants de la Sapco, de l'Ups et de l'Ontis. Au total, 33 lauréates ont reçu leurs parchemins, marquant ainsi la fin d'un cycle d'apprentissage rigoureux. Le directeur de l'établissement, M. Daouda Ciss, a exprimé sa profonde fierté face aux démonstrations de savoir-faire en cuisine et en habillement. «Le Fosco reflète le dynamisme de nos apprenants. Nos élèves ont prouvé qu'elles sont prêtes à intégrer le marché du travail avec compétence et passion», a-t-il affirmé, avant d'exhorter les diplômées à devenir des «ambassadrices de l'excellence».

100% de réussite : gage de qualité

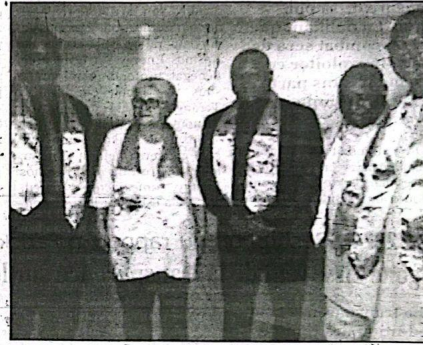
Ces performances sont corroborées par les chiffres officiels. Amadou Diouf, représentant de l'Inspecteur de l'éducation et de la formation (Ief) de Mbour 1, a salué des résultats académiques exceptionnels : pour les

sessions 2024 et 2025, l'école a enregistré un taux de réussite de 100% au Cap restauration et habillement.

Lors de son allocution, le député Me Abdoulaye Tall a rappelé que cette dynamique s'inscrit dans la vision nationale de lutte contre le sous-emploi. «A l'instar des grandes puissances, le Sénégal a fait de la formation professionnelle la locomotive de l'emploi. Les filières proposées ici sont en parfaite adéquation avec le secteur touristique, qui est une essence transversale», a-t-il souligné.

De son côté, le Gouverneur Saër Ndao a tenu à redorer le blason de l'enseignement technique : «La formation professionnelle n'est plus une voie de garage, mais une offre de qualité.» Il a toutefois invité les bénéficiaires à rester proactives : «Le diplômé est une clé, mais c'est votre persévérance qui vous ouvrira les portes de l'emploi.»

Le rayonnement du Cfdpi Gîte-Ecole repose également sur une coopération internationale exemplaire avec le projet



Casira. Madeleine Pineault, chef de projet, a été chaleureusement honorée pour l'engagement des bénévoles qui ont soutenu l'école, tant financièrement que physiquement. Le directeur Daouda Ciss a rendu un vibrant hommage à ces «artisans de l'ombre» : «Vous n'avez pas seulement apporté des dons ; vous avez donné de votre temps et de votre énergie

sur les chantiers, sous le soleil. Vous faites désormais partie intégrante de notre famille.»

La journée s'est achevée par des démonstrations techniques, confirmant que Mbour dispose désormais d'un vivier de talents qualifiés, prêts à booster le rayonnement touristique et artisanal du Sénégal.

abciss@lequotidien.sn

PERSPECTIVE || POUR BOOSTER LES PRODUCTIONS SCIENTIFIQUES

L'Ucad table sur une imprimerie moderne

Pour impulser les productions scientifiques et faciliter l'accès au livre, l'Ucad ambitionne de se doter d'une imprimerie moderne, estimée à 150 millions de francs Cfa. L'annonce a été faite par le recteur, Alioune Badara Kandji, hier, au cours de la cérémonie de célébration de la Journée internationale du livre et du droit d'auteur, devant la Bibliothèque universitaire.



La Journée mondiale du livre a été célébrée hier, à l'Ucad

La lecture et les productions scientifiques ont occupé une place de choix à la cérémonie d'ouverture de la Journée internationale du livre et du droit d'auteur, hier, au parvis de la bibliothèque de l'Ucad. Cette journée,

organisée parallèlement à la semaine nationale des presses universitaires de Dakar (Pud), a été un prétexte pour le monde académique pour un diagnostic du secteur et lancer de nouveaux défis. Directeur des Pud, Dr Moussa Samba

établir un constat alarmant sur la baisse du niveau. «Depuis quelque temps, nous regrettons le faible niveau des étudiants et même des élèves. Il y a forcément une explication», soutient-il.

Selon lui, cette situation se justifie par la régression de la lecture. D'où la pertinence du thème : «Lire à l'université», choisi pour l'édition 2026. Dr Samba estime que le déficit de lecture constitue un facteur déterminant. «Quand les apprenants ne lisent pas, ils auront du mal à apprendre. Le livre reste un excellent outil pour se nourrir intellectuellement et se former», fait-il comprendre. Une table ronde a été dédiée à l'approfondissement de la thématique. Pour faire face, les autorités académiques projettent d'installer une imprimerie de dernière génération pour impulser les productions scientifiques et rendre accessible le livre.

Redonner une place centrale au livre et à la lecture à l'Ucad

En ce sens, le recteur, Alioune Badara Kandji, a annoncé la mise en place d'une commission dédiée à la moderni-

sation des Pud. Cette structure, soutient-il, pilotée par le vice-recteur et coordonnée par le Pr Moussa Samba, aura pour mission de doter l'université d'une imprimerie de dernière génération. Prévu entre 2026 et 2027, ce projet représente un investissement de plus de 150 millions de francs Cfa. «Cette commission doit également travailler à rendre fonctionnel le portail de diffusion des publications scientifiques», déclare le recteur de l'Ucad. Ce qui, dit-il, va favoriser la production scientifique locale et l'amélioration de la vulgarisation des savoirs. En s'inscrivant dans cette dynamique, lance Alioune Badara Kandji, l'Ucad ambitionne de s'inscrire pleinement dans les standards internationaux, notamment à travers l'adoption des principes de la science ouverte et de l'accès libre. Selon lui, les Pud, en collaboration avec la direction de la recherche et de l'innovation, accompagneront ainsi les porteurs de revues vers des modèles comme l'Open Access Diamond, afin de favoriser l'indexation dans les grandes bases de données scientifiques. «A travers ces initiatives, l'Ucad entend non seulement relever le niveau académique, mais aussi renforcer son rayonnement scientifique à l'échelle internationale, en redonnant au livre et à la lecture une place centrale dans la formation universitaire», conclut-il. Salif KA

■ EMPLOYABILITÉ ET VALORISATION DES TALENTS LOCAUX

Les bons points du projet « Loxo » dans les métiers d'art

Les résultats obtenus par le projet « Loxo », mis en œuvre en mars 2024 par le Fonds de financement de la formation professionnelle et technique (3Fpt) en partenariat avec l'ambassade de France, ont été jugés, hier, satisfaisants par les acteurs impliqués. Cela a permis de soutenir la formation et l'entrepreneuriat dans les métiers d'art, offrant ainsi de nouvelles perspectives aux artisans et créateurs sénégalais.

Après plusieurs mois de mise en œuvre, le projet « Loxo » ferme une étape marquée par des résultats significatifs en matière de formation et d'insertion des jeunes. Portée par le Fonds de financement de la formation professionnelle et technique (3Fpt) en partenariat avec l'ambassade de France, par le biais de l'Agence française de développement (Afd) entre autres structures, l'initiative a permis de repositionner certains métiers d'art comme levier de développement économique. On peut citer notamment la broderie, la couture, la botterie-cordonnerie et le tissage-textile. Lancé en mars 2024, le projet a été clos hier, lors d'une cérémonie tenue à Dakar. À cette occasion, des résultats du programme ont été largement détaillés, traduisant une volonté de structurer durablement le secteur de l'artisanat. Seize curricula reconnus d'utilité publique ont ainsi été élaborés et validés par l'Inspection générale de la formation professionnelle et technique (Igfpt). Ceux-ci, selon le directeur général du 3Fpt, Babo Amadou Bâ, « couvrent plusieurs niveaux de qua-

lification, notamment 2 Brevets d'études professionnelles, 6 Certificats professionnels de spécialisation, 4 Brevets de technicien, 3 Certificats d'aptitude professionnelle (Cap) et 1 Certificat d'aptitude à l'enseignement de l'économie familiale et sociale ». Il a inscrit l'initiative dans la vision Sénégal 2050, notamment l'axe concernant « la qualification et l'employabilité des jeunes ». Dr Babo Amadou Bâ a insisté sur la philosophie du projet, résumée en une formule : « former, c'est bien, mais former pour insérer, c'est mieux ». « Cette orientation s'est traduite par la mise en place d'un accompagnement complet des bénéficiaires, combinant formation technique, appui entrepreneurial et accès au financement », note M. Bâ. Il a également mis en avant les avancées en matière d'inclusion sociale, soulignant que « près de la moitié des bénéficiaires sont des femmes et des personnes en situation de vulnérabilité ». Selon le patron du 3Fpt, des investissements importants ont été effectués pour renforcer également les capacités des centres de forma-

tion. « Plus de 542 millions de FCfa ont été mobilisés pour l'acquisition d'équipements et la réhabilitation de structures de formation, permettant d'améliorer significativement les conditions d'apprentissage », a-t-il indiqué. L'ambassadeur de France au Sénégal, Mme Christine Fages, a salué la qualité du partenariat ayant permis la mise en œuvre de ce projet. Elle a rappelé que l'objectif est de « revaloriser les métiers d'art et les transformer en opportunités concrètes de création d'emplois ». Une attention particulière sera aussi accordée à l'accompagnement des bénéficiaires, selon les initiateurs du projet « Loxo ».

Daouda DIOUF



Babo Amadou Bâ, directeur général du 3Fpt (au milieu) lors de la cérémonie de clôture du projet « Loxo ».

■ INSTITUT POLYTECHNIQUE DE SAINT-LOUIS

Les filles invitées à embrasser les filières scientifiques

SAINT-LOUIS - À travers une série d'activités axées sur la promotion des carrières scientifiques chez les filles, l'Institut polytechnique de Saint-Louis (Ipsl), relevant de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis, a célébré, le jeudi 23 avril 2026, la Journée internationale des filles dans les Technologies de l'information et de la communication (Tic). Placée sur le thème : « L'intelligence artificielle au service du

développement : les filles façonnent l'avenir numérique », l'événement a réuni des élèves, étudiants et encadreurs autour d'un même objectif : susciter des vocations. Pour le directeur de l'Ipsl, le professeur André Faye, cette journée va bien au-delà d'une simple commémoration. « Elle est d'une importance capitale, car nous profitons de l'occasion pour démontrer notre engagement à accompagner les jeunes filles à embrasser les carrières scientifiques, notamment en ingénierie, en mathématiques et en informatique », a-t-il déclaré. Devant un public composé d'élèves, du primaire au lycée, et d'étudiants, M. Faye a insisté sur la nécessité de déconstruire les stéréotypes. « Je suis convaincu que les filles peuvent réussir dans ces domaines. Au-

jourd'hui, dans nos amphithéâtres, les majors sont très souvent des femmes », a-t-il soutenu. Dans un contexte où l'intelligence artificielle et les technologies numériques façonnent l'économie mondiale, le Pr Faye a appelé à une sensibilisation dès le bas âge. Président du Club informatique et télécommunications de l'Ipsl, Fatou Diaw Diokhané a encouragé les jeunes filles à s'orienter vers les filières scientifiques, elle a insisté sur les opportunités qu'offre le secteur. À travers cette journée, l'Institut polytechnique de Saint-Louis entend réaffirmer sa volonté de faire des jeunes filles des actrices majeures de la transformation numérique au Sénégal.

Jeanne SAGNA
(Correspondante)

■ KOLDA

Lancement d'un projet pour l'employabilité des jeunes et des femmes

Les autorités administratives de la région de Kolda ont lancé, le mercredi 22 avril, le projet de renforcement de l'accès des adolescentes, des jeunes et des femmes à des formations qualifiantes adaptées (Prajef). L'initiative est portée par l'association Educo, une structure d'appui au développement soutenue par l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (Aecid) et le Conseil sénégalais des femmes. Venu assister à l'événement, Babacar Ndong, directeur pays de Educo/Sénégal, a indiqué que le projet constitue une réponse concrète aux défis d'insertion socio-économique des jeunes et des femmes. Il vise à renforcer leurs compétences et à favoriser leur autonomie. « D'une durée de deux ans (2026-2028), le projet sera mis en œuvre dans 10 communes, réparties entre les départements de Kolda, Médina Yoro Foula et Sédhiou, des zones caractérisées par une forte vulnérabilité et un accès limité aux services de formation et d'insertion », a indiqué M. Ndong. Il a souligné que « le projet va impacter directement 400 bénéficiaires ».

Représentant la coopération espagnole, Javier Vega Barral a saisi l'occasion pour présenter le nouveau cadre de partenariat entre le Sénégal et l'Espagne pour la période 2026-2030. Celui-ci, a-t-il expliqué, est axé notamment sur l'emploi des jeunes. « L'accès des jeunes, en particulier les filles, à des formations professionnelles certifiantes avec une approche inclusive et sensible au genre, fait partie des priorités de ce partenariat ». Saluant les réalisations de l'association Educo dans la région de Kolda, Bonaventure Kalamo, adjoint au gouverneur, a affirmé que « le Prajef constitue un investissement stratégique dans le capital humain, essentiel au développement durable ». Il a également mis en exergue les défis liés à l'accès à une formation qualifiante dans cette partie méridionale du pays.

Pape Coly NGOME

APPEL A CANDIDATURES POUR LE POSTE D'ASSISTANT DU RESPONSABLE DE L'UNITÉ BIOLOGIE

Le Centre régional de recherches en écotoxicologie et sécurité environnementale LOCUSTOX (CERES LOCUSTOX) recrute un(e) Ingénieur(e) en Ecotoxicologie terrestre ou un(e) Master en Entomologie. La mission du CERES LOCUSTOX consiste globalement à assurer des prestations et conseils sur les aspects scientifiques et

- Organiser/Coordonner de missions de prélèvements d'échantillons sur le terrain;
- Réceptionner, enregistrer et préparer les échantillons de pesticides, biopesticides, déchets, et autres produits chimiques à tester;
- Réaliser les essais de toxicité de pesticides, autres

Soutien aux mobilisations dans l'éducation au Sénégal



Solidarité avec les enseignant-es.

Le 8 avril, le G7 (Groupe des 7 syndicats de l'éducation du Sénégal) a organisé une grève dans l'enseignement dans le cadre d'une journée de mobilisation interprofessionnelle. Les enseignant-es étaient en grève pour revendiquer plus de droits et dénoncer les conditions de travail de plus en plus précaires: salaires non payés ou insuffisants, manque de moyens matériels dans les établissements scolaires, conditions de travail dégradées pour les enseignant-es...

Le gouvernement sénégalais a procédé à des ponctions sur les salaires de février qui dépassent parfois "plus du tiers du salaire".

[Lire la suite](#)

Sudeducation.org
24 avril 2026

Foo nekk foofu la



« Il faut un fonds autonome conséquent pour la recherche »



La recherche et l'innovation occupent aujourd'hui une place très importante dans les politiques publiques du Sénégal. C'est ce que soutient, dans un entretien avec «Le Soleil», Pr Hamidou Dathe, directeur général de la Recherche et de l'Innovation (Dgri) au ministère de l'Enseignement supérieur (Mesri). M. Dathe en veut pour preuve deux faits. Il informe que, dans l'Agenda national de transformation Sénégal 2050, la recherche et l'innovation sont inscrites dans l'axe « Économie prospère et compétitive ».



[Lire la suite](#)

Pressreader.com
24 avril 2026

Foo nekk foofu la



ACTUALITÉ INTERNATIONALE



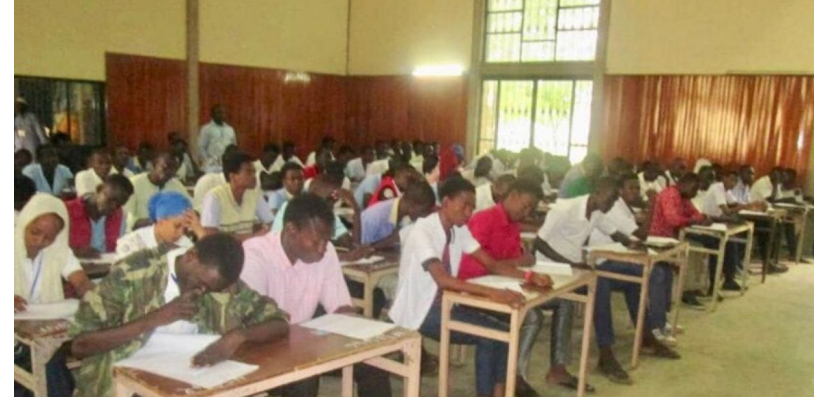
Éducation : Le Tchad impose le bilinguisme intégral dans les écoles dès la rentrée prochaine



C'est une innovation de taille dans le système éducatif tchadien. Dès la rentrée prochaine, l'enseignement de l'arabe sera obligatoire dans les écoles du pays. Dans une circulaire, le ministre de l'Éducation nationale, Dr Mahamat-Ahmad Alhabo, parle d'un « bilinguisme intégral obligatoire ».

« L'enseignement de la langue arabe ne devra plus être considéré comme une discipline optionnelle. Il devra être dispensé dans tous les établissements d'enseignement avec le même volume horaire et le même coefficient que la langue française, conformément aux principes d'égalité et d'équité linguistique », précise le document.

[Lire la suite](#)



Seneweb
22 avril 2026

Foo nekk foofu la



ACTUALITE SYNDICALE



APRÈS L'ACCORD SIGNÉ AVEC LE GOUVERNEMENT

Le G7 dépose les armes syndicales et rejoint les classes

Le G7 appelle le gouvernement au strict respect des accords souscrits.

La quiétude revient au sein de l'école sénégalaise. Ce samedi, après être revenu sur les péripéties de l'accord signé devant le Premier ministre Ousmane Sonko, le G7 dit avoir constaté «la prise en charge effective de plus de 80 % des points inscrits dans sa plateforme minimale » et «la volonté du gouvernement d'ouvrir des discussions sur les points restants dans le cadre des travaux du Comité technique sectoriel afin d'apporter des solutions ».

Aussi, «tenant compte des recommandations issues de la base de ne surseoir à la poursuite de la lutte syndicale que si le gouvernement accède à nos attentes, le G7 décide «en toute responsabilité de suspendre le mot d'ordre de grève de même que toutes les mesures de boycott

d'activités pédagogiques et de rétention d'informations administratives ».

A cet effet, le G7 «tient à rendre un hommage appuyé à tous les enseignants du Sénégal dont l'engagement sans faille et la détermination ont été les facteurs décisifs qui ont contribué à la réussite du combat syndical pour la revalorisation de la fonction enseignante et la prise en charge des préoccupations ».

Pour finir, « le G7 tient rigoureusement le Premier ministre du Sénégal comme garant de la mise en œuvre du présent protocole et invite le gouvernement au strict respect des accords souscrits afin de garantir un calme durable et profitable du climat social ; gage d'une école sénégalaise performante ».

Koura Fall

Le gouvernement et le G7 scellent un Pacte de stabilité à Dakar Les détails d'un protocole d'accord

Après des semaines de tensions et de négociations intenses, un protocole d'accord majeur a été signé, ce jeudi 16 avril 2026, entre le gouvernement sénégalais et les syndicats représentatifs du secteur de l'éducation regroupés au sein du G7. Cet accord, qui porte sur la révision du statut des enseignants décisionnaires, la digitalisation des carrières et une refonte du système de rémunération, vise à garantir une paix sociale durable et la continuité du service public éducatif.

Le dialogue a finalement porté ses fruits. Sous l'égide du ministre de la Fonction publique, Olivier Boucal, et en présence de plusieurs médiateurs de la Société civile (Cosydep, Cnept), les sept syndicats les plus représentatifs (Cusems, Cusems/A, Saemss, Sels, Siens, Snelas/Fc, Uden) ont paraphé un document stratégique pour l'avenir de l'école sénégalaise.

Vers la fin des lenteurs administratives

L'un des points névralgiques de cet accord concerne la modernisation de la gestion des carrières. Le gouvernement s'est engagé sur un calendrier précis : tous les actes d'administration (hors décrets) seront dématérialisés d'ici fin 2026, et

les actes de gestion d'ici fin 2027. Pour traiter avec diligence le cas des enseignants décisionnaires, un guichet unique sera mis en place afin d'appliquer les nouveaux décrets de janvier 2026. Pour l'interconnexion, les plateformes Mirador, Girafe 2 et Sldp (solde) devront être totalement interconnectées avant la fin de l'année 2026 pour fluidifier les procédures.

Rémunération et fiscalité : des corrections attendues

Le volet financier n'est pas en reste. Un comité ad-hoc sera installé dès fin mai 2026 pour auditer l'imposition des rappels. L'Etat s'engage à restituer les sommes prélevées en cas de surimposition, et à examiner une baisse d'impôts sur ces rappels dans le cadre des réformes fiscales actuelles.

Par ailleurs, l'apurement total des arriérés de rappels est programmé à partir de la Loi de finances initiale (Lfi) 2028. Concernant les indemnités d'examen, une révision des textes est prévue d'ici fin 2026 pour permettre notamment le paiement de la double correction et de la supervision.

Le protocole ouvre également des chantiers de réflexion pro-

fonde : la question du relèvement de l'âge de la retraite à 65 ans (en optionnel) et la revalorisation des pensions seront étudiées par un comité technique sectoriel d'ici décembre 2026. Pour l'habitat, l'Etat s'est engagé à délivrer les titres de propriété et à mettre à disposition les parcelles viabilisées des Zac aux syndicats d'ici décembre 2026. Quid de la formation ? Les formations diplômantes pour les instituteurs adjoints et maîtres contractuels débiteront dès les grandes vacances 2026.

Une «Clause de paix sociale» pour l'avenir

En contrepartie de ces engagements, les organisations syndicales ont souscrit à une Clause de paix sociale. Un comité technique sectoriel, présidé par le ministre de la Fonction publique, se réunira désormais tous les trois mois pour veiller à la mise en œuvre effective de chaque point de l'accord et prévenir tout nouveau conflit.

Ce protocole marque une étape cruciale pour stabiliser le système éducatif, les deux parties ayant réaffirmé leur volonté commune de placer la qualité des enseignements au cœur de leurs priorités.

DENOUEMENT

APRES LA SIGNATURE DU PROTOCOLE D'ACCORD AVEC SONKO Les enseignants lèvent leur mot d'ordre de grève

Après plusieurs mois de perturbations, le secteur de l'Éducation va retrouver enfin sa quiétude. Après le protocole d'accord signé, jeudi dernier, à la Primature entre le gouvernement et les syndicats d'enseignants, le G7 qui a rencontré sa base, ce weekend, a décidé de mettre fin à son mouvement d'humeur. «*Considérant les efforts consentis par les deux parties pour trouver un terrain d'entente pour la stabilité du système éducatif; la prise en charge effective de plus de 80 % des points inscrits dans la plateforme minimale du G7; les syndicats ont décidé de suspendre le mot d'ordre de grève de même que toutes les mesures de boycott d'activités pédagogiques et de rétention d'informations administratives*», affirment, dans un communiqué, les syndicalistes. Le G7 «*tient le Premier ministre du Sénégal comme garant de la mise en œuvre du présent protocole et invite le Gouvernement au strict respect des accords souscrits afin de garantir un climat durable et profitable du dialogue social gagnant-gagnant*».

Le Gouvernement du Sénégal et les syndicats du G7 ont trouvé un consensus après des discussions sérieuses et bien argumentées sur des sujets portant entre autres, sur l'application des décrets 2026-65 et 2026-66, sur l'éradication des lenteurs administratives d'ici décembre 2026 grâce à la digitalisation des procédures et l'interconnexion des plateformes E-carrière, sur la mise en place d'un comité Ad-hoc pour l'audit du paiement des rappels, etc.

Dans le cadre de la mise en place du Comité technique sectoriel chargé du suivi des accords, les deux parties ont convenu d'examiner les points portant sur l'élargissement du périmètre du décret 2026-65 du 27 janvier 2026; la retraite des non-fonctionnaires ou décisionnaires; la défiscalisation des rappels que le Gouvernement entend plutôt traiter sous forme de baisse des impôts sur le rappel dans le cadre de la réforme fiscale en cours et le reclassement de certains corps du cadre de l'enseignement dans des hiérarchies supérieures.

Mamadou GACKO

DECRISPATION DANS LE SYSTEME EDUCATIF

Le G7 suspend son mot d'ordre de grève

Une décrispation s'amorce dans le système éducatif sénégalais. Le G7 a, en effet, annoncé la suspension de son mot d'ordre de grève ainsi que toutes les mesures de boycott, à l'issue de plusieurs jours de négociations avec le gouvernement.



Cette décision fait suite aux rencontres de monitoring tenues les 13, 14 et 16 avril 2026 entre les syndicats et le gouvernement. Présidées par le ministre du Travail et de la Fonction publique, ces discussions ont enregistré la participation de plusieurs autorités, dont le ministre de l'Éducation nationale, ainsi que des acteurs du dialogue social, de la société civile et des associations de parents d'élèves. Au terme des échanges, les deux parties ont dégagé un consensus autour d'un projet de protocole d'accord couvrant l'essentiel des revendications

syndicales. Il s'agit, selon le communiqué, de « l'élargissement du périmètre du décret 2026-65 du 27 janvier 2026 »; de « la retraite des non-fonctionnaires ou décisionnaires (le relèvement de l'âge, de la pension, la couverture sanitaire et le reversement des décisionnaires au FNR) »; de « la défiscalisation des rappels que le Gouvernement entend plutôt traiter sous forme de baisse des impôts sur le rappel dans le cadre de la réforme fiscale en cours »; du « reclassement de certains corps du cadre de l'enseignement dans des hiérarchies supérieures ». Le communiqué renseigne également « qu'à l'is-

sue des travaux, les deux parties ont convenu de la mise en place d'un Comité technique sectoriel chargé de veiller à la mise en œuvre effective des engagements, d'examiner les difficultés éventuelles et de proposer des mesures correctives. L'arrêté y afférent sera signé par le Ministre chargé de la Fonction publique ».

Selon le G7, « plus de 80 % » de sa plateforme revendicative minimale a été pris en charge. Un niveau jugé suffisant pour répondre aux attentes de la base et justifier la suspension de la grève. Tout de même, les syndicats préviennent que cette accalmie repose sur la confiance accordée aux autorités pour traduire concrètement les engagements en actes. À ce titre, le G7 désigne clairement le Premier ministre comme le « garant de la mise en œuvre du présent protocole ». Tout en saluant la mobilisation des enseignants et l'implication des médiateurs, les organisations syndicales appellent le gouvernement à faire preuve de rigueur dans l'exécution des mesures convenues.

Pour rappel, le G7 et le gouvernement sont convenus à un protocole d'accord signé jeudi dernier. Cette suspension du mot d'ordre de grève met fin à

des semaines et des semaines de perturbation des cours qui avaient fortement impacté le quantum horaire.

MARIAME DJIGO

SYNDICAT

Les enseignantes du Sels plaident pour plus de responsabilité

FOUNDIOUGNE - Les femmes du Syndicat des enseignants libres du Sénégal (Sels) ont célébré en différé, le samedi 18 avril courant, la journée du 8 mars. L'événement riche en couleur a été tenu à Foundiougne, en présence des 54 sections dudit syndicat réparties dans les 46 départements du pays. Élégantes dans leurs tenues professionnelles de l'éducation ont démontré, durant des heures, l'esprit de cohésion qui fonde leur syndicat. Elles sont revenues sur le rôle de la femme dans le système éducatif conformément au thème du jour. « Le leadership féminin pour une représentation syndicale juste et égalitaire ». Comme l'a indiqué la présidente nationale des femmes du Sels, « il s'agit de rappeler la présence massive des enseignantes dans les écoles, mais également de réfléchir sur la place qu'elles occupent dans les organisations syndicales du secteur de l'éducation ». Selon Aminata Sarr, « celles-ci sont certes assez représentatives, mais il faudrait qu'elles accèdent à des stations plus élevées au sein des syndicats ». « Dans les écoles, les

femmes sont plus nombreuses dans l'équipe pédagogique. C'est pourquoi elles sont majoritaires dans les organisations syndicales. Mais elles doivent, à la base, occuper davantage des postes de responsabilité », a affirmé Mme Sarr. « C'est à travers ce travail à la base que les femmes pourraient parvenir à occuper des postes plus importants dans les syndicats », a-t-elle indiqué. Aminata Sarr a invité ces camarades « à travailler davantage dans les sections syndicales pour pouvoir bénéficier de la confiance de la base ». Selon elle, les enseignantes affiliées au Sels peuvent se réjouir de la place que leur accorde ce syndicat dans ses instances. « En plus de la présidence nationale des femmes, il y a aussi la commission des jeunes dirigée par une femme, de même que la commission disciplinaire », a fait savoir Mme Sarr. Néanmoins, Aminata Sarr et ses camarades ne comptent pas s'arrêter en si bon chemin. Elles veulent une femme comme Secrétaire général national du Sels.

El Hadji Fodé SARR (Correspondant)



VIE ETUDIANTE





UCAD

Plus de 7 km pour unir les cœurs, la randonnée de la COUD célèbre santé, paix et solidarité



La deuxième édition de la randonnée pédestre organisée par la COUD a tenu toutes ses promesses à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Dans une ambiance conviviale et fédératrice, étudiants, personnels et sympathisants ont parcouru plus de 7 kilomètres à travers un itinéraire emblématique : départ du pavillon A, Claudel, Gueule Tapée, Police 4e, Jean de la Fontaine, Colobane, BRT Point E, avant de revenir au point de départ. Au-delà de la performance sportive, l'événement s'est distingué par une mobilisation remarquable des forces vives de l'UCAD. Cette forte participation traduit l'adhésion totale au thème choisi : « Santé, Paix et Solidarité ». Un thème loin d'être anodin. La santé, d'abord, comme priorité absolue pour des étudiants souvent confrontés au stress académique. La paix, ensuite, considérée comme le socle indispensable à un environnement universitaire stable et propice à la réussite. Enfin, la solidarité, valeur fondamentale du Sénégal, pays de la Teranga, qui doit d'abord se vivre entre Sénégalais, notamment en milieu universitaire. Un accent particulier a été mis sur l'accompagnement des nouveaux étudiants. Ceux de la première année, mais aussi les étudiants en master, sont appelés à bénéficier davantage de l'entraide et du soutien de leurs pairs pour mieux s'intégrer et réussir leur parcours académique. La réussite de cette randonnée repose également sur l'implication sans faille de la cellule de communication et de l'ensemble des services de la COUD. Une organisation saluée unanimement, tout comme le travail de la ligue en charge de la coordination, qui confirme, après une première édition réussie, sa capacité à relever le défi. Fort de cet engouement, les organisateurs ambitionnent désormais de pérenniser l'initiative en l'organisant deux fois par an, afin d'élargir davantage la participation. Au nom du directeur de la COUD, M. Mbodj, des remerciements appuyés ont été adressés à tous les participants et acteurs ayant contribué à la réussite de cette journée.

ILS ONT PARLE DE NOUS



UN-CHK : « Un sentiment d'abandon, injustice persistante » : Les étudiants interpellent les autorités



Dans un communiqué parvenu à Senego, , les étudiants de l'Université numérique Cheikh Hamidou Kane tirent la sonnette d'alarme sur des difficultés persistantes qui, selon eux, compromettent leur formation et leur avenir. Se voulant “responsable, constructive et citoyenne”, leur démarche vise à alerter l'opinion sur une situation jugée critique.



Senego
22 avril 2026

[Lire la suite](#)

Indignation des étudiants de l'UNCHK



La Fédération Nationale des Étudiants de l'Université Numérique Cheikh Hamidou Kane (FNE-UNCHK) a exprimé, dans un communiqué publié hier, sa vive indignation face à l'indisponibilité persistante des équipements numériques destinés aux étudiants de la promotion 13 de l'Université Numérique Cheikh Hamidou Kane. Selon la fédération, les ordinateurs, modems et cartes SIM promis aux nouveaux bacheliers de 2025 auraient dû être disponibles depuis octobre dernier.



Senepus
22 avril 2026

[Lire la suite](#)

Foo nekk foofu la



Kaolack – Crise à l'Unchk : Les étudiants suspendent les cours pour 72 heures



Les écrans sont éteints et les salles de travaux dirigés vides. A l'Eno de Kaolack, l'ensemble des activités pédagogiques sont à l'arrêt depuis hier. Les étudiants de la promotion 10 ont lancé une grève de 72 heures renouvelable. Le mot d'ordre bloque, de fait, le déroulement normal des enseignements.

L'Unchk, établissement public dédié à l'enseignement à distance, s'appuie sur un réseau d'espaces numériques ouverts répartis dans les régions. A Kaolack, l'Eno accueille plusieurs promotions qui suivent des cours en ligne, des séances de tutorat et des évaluations en présentiel.



lequotidien.sn
23 avril 2026

[Lire la suite](#)

Foo nekk foofu la



Université Numérique Cheikh Hamidou Kane : Dotation forfaitaire d'équipement de 250 000 de francs par étudiant



Le Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI) informe la communauté estudiantine de l'Université Numérique Cheikh Hamidou Kane (UN-CHK) des nouvelles dispositions prises pour garantir l'accès des étudiants à leur outil de travail numérique pour l'année 2025-2026.

Depuis plusieurs mois, le Ministère a entrepris un audit rigoureux du programme « Un étudiant, un ordinateur ». Les conclusions de l'autorité de régulation ont révélé des irrégularités majeures dans les marchés conclus, lesquels ont été déclarés sans base légale et frappés de nullité.

[Lire la suite](#)



topnews.sn
23 avril 2026

Foo nekk foofu la



**ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR NUMÉRIQUE
L'État opte pour une dotation de
250 000 FCFA par étudiant pour
remplacer les ordinateurs**

Le gouvernement du Sénégal change de cap dans le programme « Un étudiant, un ordinateur ». Face à des irrégularités constatées et à des retards logistiques persistants, le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI) a décidé d'octroyer une dotation forfaitaire de 250 000 FCFA à chaque étudiant de l'Université numérique Cheikh Hamidou Kane (UN-CHK). Dans un communiqué, les autorités expliquent que cette mesure exceptionnelle vise à garantir l'accès rapide aux outils numériques pour l'année académique 2025-2026.

Cette décision intervient après un audit approfondi du programme « Un étudiant, un ordinateur ». Selon le document officiel, les investigations ont mis en évidence des irrégularités majeures dans les marchés conclus, jugés sans base légale et déclarés nuls. Malgré plusieurs tentatives de régularisation via la commande publique, les délais ne permettaient plus de répondre à l'urgence pédagogique des étudiants.

Pour contourner ces blocages, l'État a choisi une solution plus directe : le versement d'une allocation individuelle de 250 000 FCFA. Cette somme sera transférée rapidement aux bénéficiaires par la Direction des bourses, leur permettant d'acquérir eux-mêmes leur matériel informatique. Cette approche vise à offrir plus de liberté aux étudiants, qui pourront acheter un ordinateur adapté à leurs besoins, tout en profitant de la concurrence sur le marché national. Conscient des enjeux liés à l'équipement numérique, le ministère prévoit également un dispositif d'accompagnement. L'UN-CHK mettra à disposition un guide technique précisant les configurations minimales recommandées (processeur, mémoire RAM, stockage SSD), afin d'orienter les étudiants dans leurs choix.

Les autorités insistent sur le caractère exceptionnel de cette décision, destinée à préserver l'équité entre les étudiants et à éviter toute rupture dans leur parcours académique. Parallèlement, une réforme structurelle du programme est en cours pour instaurer un cadre de gouvernance plus transparent et éviter la répétition de tels dysfonctionnements. Le MESRI appelle les étudiants au calme et réaffirme sa volonté de garantir la continuité et la qualité de l'enseignement supérieur numérique au Sénégal.

Mame Ndella FAYE

L'Info Quotidien d'informations générales



**UN-CHK. Fin du programme «Un étudiant, un ordinateur»
Vers une dotation de 250 000 F Cfa pour
l'équipement numérique des étudiants**

Le Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (Mesri) a annoncé un changement majeur de stratégie pour l'équipement des étudiants de l'Université numérique Cheikh Hamidou Kane (Un-Chk). Suite à des irrégularités constatées dans la commande publique, une allocation forfaitaire remplacera désormais la remise directe d'ordinateurs pour la Promotion 13.



supérieur des étudiants et à éviter toute rupture d'égalité dans l'accès aux outils de travail», précise le communiqué du ministère.

Le programme «Un étudiant, un ordinateur», pilier de l'accompagnement pédagogique au Sénégal, traverse une zone de turbulences administratives. Après un audit rigoureux mené par l'autorité de régulation, le ministère a révélé des irrégularités majeures dans les marchés précédemment conclus. Déclarés sans base légale et frappés de nullité, ces contrats ont bloqué la chaîne logistique habituelle.

Face à l'impossibilité de régulariser ces marchés dans des délais compatibles avec l'urgence de la rentrée universitaire 2025-2026, le gouvernement a choisi la voie du pragmatisme pour ne pas pénaliser la «Promotion 13».

**Une dotation
exceptionnelle de
250 000 F Cfa**

Pour pallier l'absence de livraison physique, le Mesri a décidé, à titre exceptionnel, de substituer l'achat groupé par le versement d'une dotation forfaitaire d'équipement de 250 000 F Cfa par étudiant. Cette somme sera directement versée aux bénéficiaires par la Direction des bourses dans les meilleurs délais. «Cette mesure vise à protéger l'intérêt

Cette approche offre une flexibilité inédite : chaque étudiant pourra acquérir son propre matériel sur le marché local, en profitant de la libre concurrence, garantissant ainsi une disponibilité immédiate de l'outil de travail.

Conscient que tous les étudiants ne sont pas experts en informatique, le ministère, en collaboration avec l'Un-Chk, va déployer un cadre d'assistance. Un guide d'orientation technique sera prochainement publié. Ce document listera les configurations minimales requises -notamment la puissance du processeur, la mémoire vive (Ram) et le stockage Ssd- pour s'assurer que le matériel acquis soit parfaitement adapté aux exigences de l'enseignement numérique.

Au-delà de cette solution d'urgence, le Mesri prépare l'avenir. Une réforme structurelle du programme «Un étudiant, un ordinateur» est en cours de déploiement. L'objectif est clair : instaurer un cadre de gouvernance transparent pour prévenir la récurrence des dysfonctionnements hérités du passé.

bsn1.10@lequotidien.sn

L'État passe à l'action, 250.000 FCFA par étudiant pour paier au Programme « un étudiant, un ordinateur »



Le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (Mesri) a annoncé une mesure exceptionnelle en faveur des étudiants de Université numérique Cheikh Hamidou Kane. Cette décision intervient dans un contexte marqué par des irrégularités relevées dans la mise en œuvre du programme « Un étudiant, un ordinateur », dont certains marchés ont été déclarés sans base légale.



senenews.com
24 avril 2026

[Lire la suite](#)

Foo nekk foofu la



ACTUALITÉ UN-CHK



Le Directeur général

COMMUNIQUE

Le Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI) tient à informer la communauté étudiante de l'Université Numérique Cheikh Hamidou Kane (UN-CHK) des nouvelles dispositions prises pour garantir l'accès des étudiants leur outil de travail numérique pour l'année 2025-2026.

Depuis plusieurs mois, le Ministère a entrepris un audit rigoureux du programme « Un étudiant, un ordinateur ». Les conclusions de l'autorité de régulation ont révélé de irrégularités majeures dans les marchés conclus, lesquels ont été déclarés sans loi légale et frappés de nullité. Face à cette situation héritée, et malgré plusieurs tentatives de régularisation par la voie de la commande publique, les délais logistiques ne permettent plus une livraison des ordinateurs compatible avec l'urgence pédagogique.

Soucieux d'assurer l'accès aux outils de travail à la promotion L3, le Gouvernement a décidé, à titre exceptionnel, de substituer l'achat direct d'ordinateurs par le versement d'une dotation forfaitaire d'équipement de **250 000 FCFA** par étudiant. Cette somme sera versée directement et dans les meilleurs délais aux bénéficiaires par la **Direction des Bourses**.

Cette allocation offre à chaque étudiant la flexibilité d'acquies immédiatement un ordinateur, en tirant profit de la libre concurrence sur l'ensemble du territoire national. Le Ministère, mesurant l'importance cruciale de l'équipement numérique pour la formation à l'UN-CHK, est en train de déployer un cadre d'assistance et de conseil pour que chaque étudiant puisse disposer d'un matériel adapté à ses besoins pédagogiques.

À cet effet, l'UN-CHK publiera un guide d'orientation technique. Ce document détaille les configurations minimales recommandées — notamment en termes de puissance du processeur, de mémoire vive (RAM) et de capacité de stockage SSD — afin d'accompagner les étudiants dans leur acquisition.

Le Ministère réaffirme que cette mesure **exceptionnelle** vise à protéger l'intérêt supérieur des étudiants et à éviter toute rupture d'égalité.

Parallèlement, une réforme structurelle est en cours pour doter le programme « Un étudiant, un ordinateur » d'un cadre de gouvernance transparent, afin que de tels dysfonctionnements ne se reproduisent plus.

Le MESRI appelle les étudiants à la sérénité et les assure de sa détermination à garantir la continuité et la qualité du service public de l'enseignement supérieur numérique.



Parution de l'ouvrage - « DROIT DES OBLIGATIONS - Théorie générale du contrat - Régime général des obligations » du Pr J. Jean-Louis CORREA



L'UN-CHK annonce la parution de l'ouvrage du **Pr J. Jean-Louis CORRÉA**, agrégé des facultés de droit, enseignant-chercheur et Vice-recteur chargé des affaires pédagogiques au sein de notre université.

Intitulé : « **DROIT DES OBLIGATIONS - Théorie générale du contrat - Régime général des obligations** », l'ouvrage propose une analyse approfondie et structurée du droit des obligations, fondée sur les catégories, les choix normatifs et l'esprit du Code des obligations civiles et commerciales du Sénégal (COCC).

Une cérémonie de dédicace aura lieu le **samedi 9 mai 2026**, à partir de 9h30 aux Éditions L'Harmattan Sénégal, sur la VDN.

unchk.sn
Avril 2026



Foo nekk foofu la



Lancement d'un programme de douze (12) certificats professionnels par le Centre des Académies et des Technologies (CAT) de l'UN-CHK



Le Centre des Académies et des Technologies (CAT) piloté par le Pôle Sciences, Technologies et Numérique (STN) de l'Université numérique Cheikh Hamidou KANE (UN-CHK), porte à la connaissance du personnel et des étudiants du lancement de son premier programme de douze (12) certificats professionnels accessible via le lien suivant : <http://cat.unchk.sn/> dans trois domaines :

- Réseaux informatiques ;
- Cybersécurité ;
- Programmation.

La mise en place de ces certificats entre dans le cadre de la stratégie de renforcement des compétences numériques de l'Université. À l'issue de chaque module, les apprenants ayant rempli les critères d'évaluation se verront décerner un certificat professionnel délivré par le CAT de l'UN-CHK. Ce document atteste de leur maîtrise des compétences ciblées.

[Consulter l'AAC ici](#)

unchk.sn
Avril 2026

Ouverture prochaine de l'ENO d'Orkadiéré



*Université numérique
Cheikh Hamidou KANE*

BIENVENUE
à l'ENO* de **Orkadiéré**

*Un nouvel espace pour apprendre
innover et impacter !*



* Espace numérique ouvert



L'Université numérique Cheikh Hamidou KANE (UN-CHK) informe ses étudiants de la mise en service prochaine de l'Espace numérique ouvert (ENO) d'Orkadiéré (région de Matam).

À ce titre, les étudiants régulièrement inscrits à l'UN-CHK et souhaitant être transférés à **ce nouvel ENO d'Orkadiéré** sont **invités à soumettre leur** demande, en renseignant le formulaire disponible via le lien suivant :
<https://url-shortener.me/DHHC>.

Foo nekk foofu la



Mutuelle de Santé des Étudiants de l'UN-CHK

Adhésion

80%

5000 FCFA
par an

Souscription
dans les ENO*

- ▶ pour la **consultation** dans les structures publiques
- ▶ pour l'**achat de médicaments** dans les pharmacies agréées

Plus d'informations :

✉ mutuelledesante@unchk.edu.sn



Scanner ici

* Espace numérique ouvert



Foo nekk fajoo fa

AGENDA



AGENDA



SESSION DE FORMATION

SUR LES TECHNIQUES DE RECHERCHE D'EMPLOI (TRE)

Intervenant :
M. El hadji Papa Babacar FALL,
Conseiller en Insertion à la Direction de l'insertion du Ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle et technique (MEFPT).

Samedi 25 avril 2026
à partir de **08h30**

ENO* de Keur Massar

** Espace numérique ouvert*

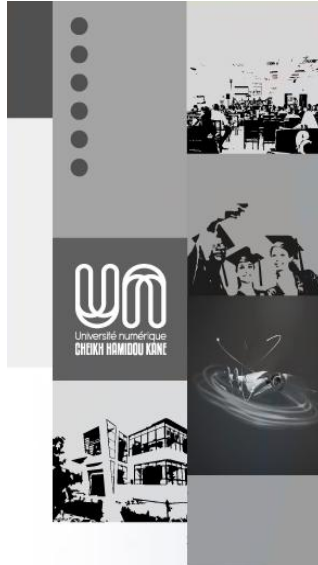
www.unchk.sn

UNCHK

Facebook, Instagram, X, LinkedIn, YouTube icons

Foo nekk foofu la

AGENDA



LES RENDEZ-VOUS DE LA RECHERCHE

sur la plateforme collaborative de l'UN-CHK

Retransmis sur
@UNCHK_Sn



29
avril 2026
à partir de
15H



Foo nekk foofu la

Foo nekk foofu la



Webinaire

Thème:

« Publier et diffuser sa recherche : opportunités et parcours d'édition scientifique avec les Éditions de l'IRD* »

INTERVENANTE :



Mme Catherine GUEDJ,
Responsable des éditions de l'IRD

Dr Mariama DIALLO,
Enseignante-Chercheuse/Cheffe de Division
Recherche, Valorisation et Innovation PIED** /UN-CHK



MODÉRATRICE

* Institut de Recherche pour le Développement

** Pôle d'Innovation et d'Expertise pour le Développement

OPPORTUNITES



OPPORTUNITÉS



Le CAT* lance des **certificats professionnels** sur :

les **réseaux informatiques**, la **cybersécurité** et la **programmation**



Formez-vous *gratuitement* via le lien suivant :
<http://cat.unchk.sn/>

Plus d'informations : cat@unchk.edu.sn
* Centre des Académies et des Technologies

[Lire l'AAC ici](#)



Foo nekk foofu la



Proximité, Ouverture, Engagement
Excellence, Éthique

OPPORTUNITÉS



République du Sénégal
Un Peuple - Un But - Une Voie

MESRI

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,
DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION



@mesri_senegal

Campagne de recrutement d'étudiants en stage immersif

Du 23 avril à 17h00min au 11 mai 2026 à 23h59min

Scannez le QR-code pour de plus amples
informations et postulez au plus vite



ESPOIR Jeunes

[Plus d'infos ici](#)

OPPORTUNITÉS



Concours d'entrée en 1ère année DUT - ESP Dakar 2026

École Supérieure Polytechnique (ESP) - Université Cheikh Anta Diop de Dakar

Ouvert



30 avril 2026

Il reste 69 jours



Niveau requis : Terminale scientifique ou technique, ou Baccalauréat scientifique/technique



Lieu : Centres désignés (à préciser ultérieurement)

L'École Supérieure Polytechnique (ESP) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar organise un concours d'entrée en **première année du premier cycle DUT** (Diplôme Universitaire de Technologie) pour l'année académique ...

[Plus d'infos ici](#)

OPPORTUNITÉS

Concours d'entrée au CESTI - Session 2026

Ouvert

Centre d'Études des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI) - UCAD



25 mai 2026

Il reste 94 jours



Niveau requis : Baccalauréat, Licence (Bac+3) ou Professionnel



Lieu : Dakar (UCAD / CESTI)



Frais d'inscription : 10 100 FCFA (Dakar) / 10 000 FCFA (Régions)

Le CESTI organise le concours d'entrée pour les sections suivantes :

- **Journalisme**
- **Communication**
- **Production Audiovisuelle**

Informations sur les frais

[Plus d'infos ici](#)

OPPORTUNITÉS

Concours d'entrée directe à l'ENSA de Thiès - Session 2026

Ouvert

École Nationale Supérieure d'Agriculture (ENSA) de Thiès



15 mai 2026

Il reste 64 jours



Niveau requis : Terminale ou BAC (Séries S1, S2, S3, S4, S5)



Lieu : 22 centres répartis sur l'ensemble du territoire national



Frais d'inscription : 7 500 FCFA (via Orange Money)

Former les futurs Ingénieurs Agronomes du Sénégal

L'ENSA de Thiès ouvre son concours annuel pour les bacheliers et élèves en Terminale scientifique. Le concours est la première étape vers ...

[Plus d'infos ici](#)

Foo nekk foofu la



OPPORTUNITÉS



Programme de Bourses Fulbright pour chercheurs africaines (ARSP) 2027–2028

1. Research Grants

Durée : 3 à 9 mois.

Public cible : enseignants-chercheurs et chercheurs africains titulaires d'un doctorat ou diplôme terminal équivalent.

Objectif : mener des recherches dans une institution académique ou de recherche américaine.

Conditions : au moins 3 ans d'expérience universitaire et un dossier scientifique solide.

Les recherches postdoctorales immédiatement après l'obtention du doctorat ne sont pas éligibles

2. Program and Curriculum Development Grants

Durée : 3 à 5 mois.

Public cible : enseignants ou administrateurs universitaires africains titulaires d'un Master ou équivalent.

Objectif : développer des programmes, cours ou curricula dans une institution américaine.

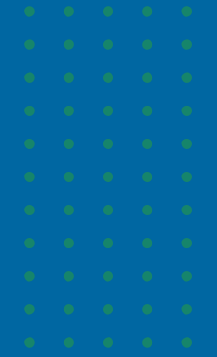
Conditions : projets liés aux responsabilités professionnelles et visant à enrichir l'offre académique dans l'institution d'origine.

Date Limite de Soumission : 31/05/2026

POSTULEZ



MERCI



Université numérique
CHEIKH HAMIDOU KANE

Foo nekk foofu la



 www.unchk.sn